

Les crédits

Eh bien, c'était très difficile pour les conservateurs parce que la dette était très élevée. Il y avait beaucoup d'engagements à long terme que les libéraux avaient contractés. Cela faisait en sorte qu'il était très difficile pour les conservateurs de couper.

• (1710)

Il reste quand même qu'à partir des années 1984 à 1988, on a eu une croissance économique de 3 à 5 p. 100. On aurait pu très bien couper les dépenses de 5, 10, 15 milliards de dollars par année et nous aurions eu, à ce moment-là, une croissance économique qui aurait été de 2 p. 100, probablement, au lieu de 4 ou 5 p. 100. Cela aurait été une croissance normale, une économie saine, une économie naturelle et non pas une économie artificielle et on aurait mis les finances publiques en ordre.

Mais, le système fédéraliste ne fonctionne pas comme cela. Le système fédéraliste, ce sont les gouvernements au pouvoir qui veulent démontrer à la population, à leurs commettants, aux gens de leurs comtés, je l'ai vu, je l'ai vécu, qu'il ne fallait pas couper les dépenses. Il faut prouver à la population, aux citoyens, que le gouvernement fédéral est un gouvernement utile, un gouvernement nécessaire. Il faut absolument que l'on dépense pour faire la preuve qu'on est un gouvernement essentiel, que le fédéralisme est là et que sans le fédéralisme, on ne peut pas fonctionner. On ne peut pas exister comme pays si le fédéral ne dépense pas. Alors, il faut justifier tout le temps à la population et on justifie généralement par les dépenses que l'on fait.

Parce que la population, bien sûr, si on ne lui donne rien, elle trouve qu'on est inutile. Alors, il faut qu'un gouvernement soit suffisamment fort pour dire que ce n'est pas son rôle, comme gouvernement fédéral, d'agir dans tel ou tel secteur, que c'est le rôle des provinces.

Mais non! Le gouvernement fédéral, par son pouvoir de dépenser, continuait à emprunter, continuait à dépenser, pour faire la preuve aux citoyens que le fédéralisme, c'est la solution et c'est la seule façon de justifier la raison d'être du fédéralisme.

Alors, en 1990, vous voyez, on a vécu encore le même problème. On a été obligé d'augmenter les taux d'intérêt, parce que le gouvernement conservateur n'avait pas suffisamment coupé les dépenses et il a créé lui-même l'inflation. On en reste au même problème. En 1990, on augmente les taux d'intérêt pour créer une récession. C'est intelligent, n'est-ce pas? C'est intelligent comme gouvernement. On crée nous-mêmes le problème et on l'accroît, parce qu'on dit: «On a créé nous-mêmes l'inflation et maintenant on va augmenter les taux d'intérêt pour tuer l'économie, créer une récession.»

Mais les gens n'étaient pas bêtes. Peu de temps avant ils avaient vécu une récession épouvantable. Ils ont commencé à ne plus avoir confiance au gouvernement fédéral. Les gens ne font pas encore confiance au gouvernement fédéral. Ça fait depuis 1990 que la récession dure. On est en 1995. Les gens n'ont plus foi en le gouvernement fédéral, les gens n'ont plus foi en l'avenir, il n'y a plus d'espoir. Les gens, de plus en plus, ont des problèmes avec leur famille, de plus en plus de jeunes sont désespérés. Ils n'ont plus d'espoir en l'avenir parce que le gouvernement fédéral n'a pas su, depuis les 25 dernières années, prendre ses responsabilités, pour justement prouver qu'il est indispensable.

Et ça, c'est la politique Trudeau, c'est la politique centralisatrice du gouvernement libéral actuel et passé, qui a fait en sorte que le Canada est en faillite. Le Canada est en faillite pure et simple. Alors, maintenant que l'on connaît le problème du passé, maintenant que l'on connaît le passé, il y a d'autres problèmes aussi, bien sûr.

Il y a un autre problème que j'étais en train d'oublier, c'est que dans ce système canadien, nous avons une structure pour gérer probablement 300 à 400 millions de personnes et nous sommes environ 28 ou 29 millions maintenant. Nous avons 11 pouvoirs politiques, 11 gouvernements. Un en Ontario qui est un gouvernement socialiste, le NPD, à Québec, nous avons un gouvernement libéral, à Ottawa, nous avons un gouvernement conservateur et maintenant un gouvernement libéral, avec des politiques contradictoires dans la plupart des cas, ce qui fait que ça ne peut pas fonctionner.

• (1715)

À chaque instant, il y a un gouvernement qui se prépare à une élection. Comme il y a des libéraux qui sont dans le même parti libéral en Ontario, le gouvernement libéral à Ottawa n'agit pas pour ne pas nuire à ses collègues libéraux de l'Ontario et vice versa. Ça veut dire qu'un gouvernement fédéral n'agit jamais ou n'agit jamais dans le bon sens, n'agit jamais de façon logique, ce qui fait que le pays ne fonctionne pas.

Arrêtons de jouer à l'autruche, arrêtons de penser que le Canada est au premier rang des pays du monde en ce qui concerne le niveau de vie. C'est ridicule de penser ça, c'est de tricher les gens que de prétendre ça. Actuellement, le Canada est considéré, relativement à sa dette, comme un pays du Tiers monde.

Nous sommes maintenant considérés au même niveau que les pays du Tiers monde; et on se dit encore un pays riche. Il me semble qu'on évalue une entreprise en considérant ses actifs et ses passifs. Actuellement, le Canada est considéré comme un pays du Tiers monde en ce qui concerne la dette. Arrêtons de se cacher la tête dans le sable comme des autruches et regardons les choses en face.

C'est pour ça que nous du Québec, on pense que c'est par la décentralisation profonde qu'on réussira à sauver le Québec et même le Canada. Le Canada est au bord du précipice et c'est par la décentralisation profonde qu'on le sauvera. On a commencé à en parler avec l'Accord du lac Meech, on a dit qu'il fallait décentraliser, à Charlottetown on a dit la même chose et les Canadiens ont refusé. L'avenir du Canada réside dans des petits pays souverains.

Au Québec, nous voulons devenir souverains parce que nous croyons qu'avec un seul gouvernement et un plus petit pays nous pourrions mieux réussir. C'est simple à comprendre. Nous disons qu'avec un seul gouvernement et un petit pays, le gouvernement, les universités, les gens d'affaires, les syndicats pourront se concerter. Nous pourrions établir un projet commun, à moyen et à long terme, de développement économique et social de façon claire.

Nous ne serons qu'un seul gouvernement, nous ne serons pas onze gouvernements à nous chicaner et à établir des politiques contradictoires. Nous travaillerons ensemble en concertation. Nous croyons que c'est la seule manière pour nous sortir du pétrin. Nous ne voulons pas, comme Québécois, couler dans le